ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, le 21 janvier 1993, d'une demande d'avis sur projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur", a donné le 31 mars 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 21 januari 1993 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel", heeft op 31 mars 1993 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

Alinéa 2.

1. Comme il n'est pas d'usage de viser des dispositions modificatives que des modifications ultérieures ont rendues sans objet, il n'y a pas lieu de mentionner :

a) l'arrêté royal du 13 avril 1973 parmi les dispositions qui ont modifié l'article 5 de l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur (1);

b) l'arrêté royal du 4 décembre 1979 parmi les dispositions qui ont modifié l'article 45 de l'arrêté royal du 25 avril 1956 précité (2).

2. Comme les articles 3 et 4 du projet ne se bornent pas à modifier l'article 42, § 2, de l'arrêté royal du 25 avril 1956, les mots "l'article 42, § 2" doivent être remplacés par les mots "l'article 42".

3. Le mot "notamment" qui suit les mots "l'article 45, modifié" doit être omis.

Dans le texte néerlandais, on écrira "op artikel 6, §§ 2 en 3, ...".

---

(1) La même observation vaut pour la phrase liminaire de l'article 1er.

(2) La même observation vaut pour la phrase liminaire de l'article 5 (devenant l'article 4).

Alinéa 3.

L'alinéa doit être complété par la mention de la date d'établissement du protocole de négociation syndicale, à savoir le 17 juin 1992.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu de remplacer le mot "protokol" par le mot "protocol".

DISPOSITIF.

Article 1er.

Le paragraphe 1er bis en projet du texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 2.

1. La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"A l'article 6 du même arrêté royal, modifié par les arrêtés royaux des 13 avril 1973 et 12 juillet 1982, les paragraphes 2 et 3 sont remplacés par les paragraphes suivants :".

2. L'article 6, § 2, 2°, en projet, devrait faire apparaître plus clairement en quoi consiste l'épreuve orale,

notamment ce qu'il faut entendre par "leurs origines et leurs historiques".

Au demeurant, mieux vaut écrire "une épreuve orale permettant d'apprécier l'intérêt ...".

3. A l'article 6, § 2, 3°, en projet, il convient de remplacer les mots "de la seconde langue nationale" par les mots "de la langue française ou de la langue néerlandaise".

La même observation vaut pour l'article 42, § 2, alinéa 2, 3°, et alinéa 4, 1°, et pour l'article 42, § 4, en projet.

4. Le texte néerlandais de l'article 6, § 2, alinéa 2, 3°, et de l'article 6, § 2, alinéa 3, devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

5. A l'article 6, § 3, en projet, les alinéas 2 et 3 seraient mieux rédigés comme suit :

"Les lauréats classés en ordre utile le sont à concurrence du nombre d'emplois formant l'enjeu du concours.

Toutefois, pour les lauréats qui ne sont pas classés en ordre utile, la durée de validité du concours est de un an à compter de la date du procès-verbal du concours".

La même observation vaut pour l'article 42, § 2, alinéas 10 et 11, en projet.

6. A l'article 6, § 3, alinéa 4, en projet, il faut remplacer les mots "au § 3, alinéa 3" par les mots "à l'alinéa 3".

7. Le texte néerlandais de l'article 6, § 3, alinéa 6, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Articles 3 et 4 (devenant l'article 4).

Les articles 3 et 4, qui modifient un même article, doivent être fusionnés en un seul article qu'il est proposé de rédiger comme suit :

"Article 3.-

Dans l'article 42 du même arrêté royal, modifié par les arrêtés royaux des 13 avril 1973, 12 juillet 1982 et 10 juin 1987, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 2 est remplacé par le paragraphe suivant :

"§ 2. (Comme à l'article 3 du projet, en rédigeant, toutefois, l'alinéa 2, 2°, du texte néerlandais, ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis, et en écrivant, dans le texte français de

l'alinéa 4, 1°, "... de certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 ...")";

2° le paragraphe 4 est remplacé par le paragraphe suivant :

"§ 4. ... (Comme à l'article 4 du projet)";

3° le paragraphe 5 est abrogé".

Article 5.

Dans la phrase liminaire du texte néerlandais, il y a lieu de remplacer les mots "gewijzigd ondermeer" par les mots "inzonderheid gewijzigd".

Article 6
(devenant les articles 5, 6 et 7).

L'article ne se borne pas à fixer la date d'entrée en vigueur du projet, mais contient également des dispositions destinées à aménager le passage du régime antérieur au régime nouveau. Ces règles transitoires doivent logiquement faire l'objet d'article distincts.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 5.-

L'article 5 de l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, modifié par les arrêtés royaux des 4 décembre 1979 et 12 juillet 1982, ainsi que l'article 6 du même arrêté royal, modifié par les arrêtés

royaux des 13 avril 1973 et 12 juillet 1982, restent applicables au concours d'admission au stage de la carrière du Service extérieur, pour autant que les conditions d'admissibilité ainsi que le programme dudit concours aient été publiés au Moniteur belge au plus tard le ... (à compléter par la date d'entrée en vigueur du projet).

L'article 42 de l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, modifié par les arrêtés royaux des 13 avril 1973, 12 juillet 1982 et 10 juin 1987, reste applicable au concours d'admission au stage de la carrière de Chancellerie pour autant que les conditions d'admissibilité ainsi que le programme dudit concours aient été publiés au Moniteur belge au plus tard le ... (à compléter par la date d'entrée en vigueur du projet).

Article 6.-

L'article 45, § 1er, 2°, de l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, modifié par l'arrêté royal du 12 juillet 1982, reste applicable à l'examen d'admission définitive que doivent présenter les personnes qui ont été admises au stage dans la carrière de Chancellerie avant le ... (à compléter par la date d'entrée en vigueur du projet) ou à l'issue du concours visé à l'article 5, alinéa 2".

Article 7.-

Le présent arrêté entre en vigueur le ...".

Article 8 (nouveau).

Le projet est dépourvu d'exécutoire.

Il doit être complété par un article rédigé comme suit :

"Article 8.-

Notre Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté".

AANHEF.

Tweede lid.

1. Aangezien het niet gebruikelijk is naar wijzigingsbepalingen te verwijzen die door latere wijzigingen doelloos zijn gemaakt, dient het volgende niet te worden vermeld :

a) het koninklijk besluit van 13 april 1973, onder de bepalingen die artikel 5 van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel hebben gewijzigd (1);

b) het koninklijk besluit van 4 december 1979, onder de bepalingen die artikel 45 van het genoemde koninklijk besluit van 25 april 1956 hebben gewijzigd (2).

2. Aangezien de artikelen 3 en 4 van het ontwerp zich niet bepalen tot het wijzigen van artikel 42, § 2, van het koninklijk besluit van 25 april 1956, dienen de woorden "op artikel 42, § 2" vervangen te worden door de woorden "op artikel 42".

3. Het woord "ondermeer", dat volgt op de woorden "op artikel 45, gewijzigd" behoort te vervallen.

(1) Dezelfde opmerking geldt voor de inleidende zin van artikel 1.

(2) Dezelfde opmerking geldt voor de inleidende zin van artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

Voorts schrijve men "op artikel 6, §§ 2 en 3, ...".

Derde lid.

Het lid dient te worden aangevuld met de vermelding van de datum waarop het protocol van onderhandeling met de vakorganisaties is opgemaakt, namelijk 17 juni 1992.

Bovendien dient "protocol" te worden geschreven in plaats van "protokol".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

In de ontworpen paragraaf 1bis schrijve men "die hij kiest uit" in plaats van "aan te wijzen onder".

Artikel 2.

1. De inleidende zin dient als volgt te worden geredigeerd :

"In artikel 6 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 april 1973 en 12 juli 1982, worden de paragrafen 2 en 3 vervangen door de volgende paragrafen :".

2. Het ontworpen artikel 6, § 2, 2°, zou duidelijker moeten weergeven waarin het mondelinge examen bestaat, inzonderheid wat verstaan dient te worden onder "hun oorsprong en achtergrond".

Voor het overige is het beter te schrijven "een mondeling examen tot beoordeling van de belangstelling ...".

3. In het ontworpen artikel 6, § 2, 3°, behoren de woorden "van de tweede landstaal" vervangen te worden door de woorden "van het Nederlands of het Frans".

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 42, § 2, tweede lid, 3°, en vierde lid, 1°, en voor het ontworpen artikel 42, § 4.

4. In het ontworpen artikel 6, § 2, tweede lid, 3°, schrijve men "alsook" in plaats van "evenals".

5. In het ontworpen artikel 6, § 2, derde lid, zou het beter zijn te schrijven : "in één of meer van de volgende vormen" in plaats van "volgens één of meer der volgende modaliteiten".

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 42, § 2, derde lid.

6. In het ontworpen artikel 6, § 3, zou het beter zijn het tweede en het derde lid als volgt te redigeren :

"De voor benoeming in aanmerking komende geslaagden worden gerangschikt ten belope van het aantal betrekkingen waarvoor het vergelijkend examen is uitgeschreven.

Voor de niet voor benoeming in aanmerking komende geslaagden blijft het vergelijkend examen echter een jaar geldig, te rekenen vanaf de datum van het proces-verbaal van het examen".

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 42, § 2, tiende en elfde lid.

7. In het ontworpen artikel 6, § 3, vierde lid, dienen de woorden "in paragraaf 3, derde lid" vervangen te worden door de woorden "in het derde lid".

8. In het ontworpen artikel 6, § 3, zesde lid, zou het beter zijn te schrijven "het langst is afgesloten" in plaats van "op de verst afgelegen datum is afgesloten". Deze opmerking geldt ook voor het ontworpen artikel 42, § 2, veertiende lid.

Artikelen 3 en 4
(die artikel 4 worden).

De artikelen 3 en 4, die een zelfde artikel wijzigen, dienen tot één artikel te worden samengevoegd. Voorgesteld wordt dit artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 3.-

In artikel 42 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 april 1973, 12 juli 1982 en 10 juni 1987, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2 wordt vervangen door de volgende paragraaf :

"§ 2. (zoals in artikel 3 van het ontwerp, met dien verstande echter dat in de Nederlandse tekst van het tweede lid, 2°, "algemene ontwikkeling" in plaats van "algemene kultuur" en in het vierde lid, 1°, van de Franse tekst "... de certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 ..." geschreven behoort te worden)";

2° paragraaf 4 wordt vervangen door de volgende paragraaf :

"§ 4. De leden van de examencommissie worden aangewezen door de Vaste Wervingssecretaris, in gemeen overleg met de Minister van Buitenlandse Zaken, behalve de leden van de examencommissie die de kennis van het Nederlands of het Frans moet nagaan, waarvan de samenstelling tot de uitsluitende bevoegdheid van de Vaste Wervingssecretaris behoort.";

3° paragraaf 5 wordt opgeheven".

Artikel 5.

In de inleidende zin schrijve men "inzonderheid gewijzigd" in plaats van "gewijzigd ondermeer".

Artikel 6
(dat de artikelen 5, 6 en 7 wordt).

Het artikel bepaalt zich niet tot het vaststellen van de datum van inwerkingtreding van het ontwerp, maar omvat ook bepalingen om de overgang van het vorige naar het nieuwe stelsel te regelen. Die overgangsbepalingen moeten logischerwijs in onderscheiden artikelen worden weergegeven.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 5.-

Artikel 5 van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 december 1979 en 12 juli 1982, alsook artikel 6 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 april 1973 en 12 juli 1982, blijven van toepassing op het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd in de carrière Buitenlandse Dienst, voor zover de toelatingsvoorwaarden alsook het programma van dat vergelijkend examen uiterlijk op ... (aanvullen met de datum van de inwerking-

treding van het ontwerp) in het Belgisch Staatsblad zijn bekendgemaakt.

Artikel 42 van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 april 1973, 12 juli 1982 en 10 juni 1987, blijft van toepassing op het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd in de Kanselarijcarrière, voor zover de toelatingsvoorwaarden alsook het programma van dat vergelijkend examen uiterlijk op ... (aanvullen met de datum van de inwerkingtreding van het ontwerp) in het Belgisch Staatsblad zijn bekendgemaakt.

Artikel 6.-

Artikel 45, § 1, 2°, van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 juli 1982, blijft van toepassing op het examen voor vaste benoeming, dat dient te worden afgelegd door de personen die vóór ... (aanvullen met de datum van inwerkingtreding van het ontwerp) of na afloop van het vergelijkend examen bedoeld in artikel 5, tweede lid, toegelaten zijn tot de proeftijd in de Kanselarijcarrière".

Artikel 7.-

Dit besluit treedt in werking op ...".

Artikel 8 (nieuw).

Het ontwerp bevat geen uitvoeringsbepaling.

Het behoort te worden aangevuld met een artikel, luidende :

"Artikel 8.-
Onze Minister van Buitenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS,
F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,
J. van COMPERNOLLE,
Madame : R. DEROY, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. ERNOTTE, référendaire adjoint.

LE GREFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

De heren : J.-J. STRYCKMANS, kamervoorzitter,
Y. BOUCQUEY, staatsraden,
Y. KREINS,
F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,
J. van COMPERNOLLE,
Mevrouw : R. DEROY, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. ERNOTTE, adjunct-referendaris.

DE GRIFFIER,

J.-J. STRYCKMANS.